Bombes : l'action terroriste redémarre

Samedi 20 avril, 06 h 30. Une bombe explose au secrétariat de l'Assemblée de l'Atlantique Nord, à un jet de pierre du Sablon.
Dimanche 21 avril, 02 h 20. Une autre bombe explose rue de Stalle à Uccle, devant les bâtiments de la firme allemande AEG...

SUR les lieux des deux attentats, on trouve un sigle peint en rouge : F.R.A.P. (Front Révolutionnaire d'Action Prolétarienne). Appellation nouvelle pour une action nouvelle des C.C.C. de triste mémoire ? Une extension de l'euroterrorisme qui a frappé dernièrement à Madrid et à Paris ? Autant de questions qui, jusqu'ici, n'ont pas trouvé de réponse. Et qui n'en trouveront pas avant longtemps.

Un fait demeure certain : l'action terroriste a redémarré dans notre pays sans que personne y puisse grand-chose : F.R.A.P. ou C.C.C, nous sommes toujours aussi impuissants face à ce type de guérilla urbaine. Les C.C.C. n'avaient-ils pas annoncé dans leur dernier « poulet » à la sauce marxiste qu'on les retrouverait plus tard, avec un nouveau type d'action ? Le problème est donc là, dans toute son acuité : sommes-nous à même de lutter contre cette subversion larvée qui frappe n'importe où et n'importe quand ? La réponse est simple : fort probalement pas...

QU'AVONS-NOUS SUR LE TERRAIN ?

En République Fédérale Allemande, le Bundeskriminalamt, le fameux B.K.A. de Wiesbaden, dispose de 800 agents spécialisés dans la lutte antiterroriste et d'une infrastructure élaborée pour contrer — avec un succès mitigé — la « Rote Armée Fraktion ». En Italie, les célèbres « Masques de cuir » sont plus de 1.000 à tenter d'enrayer le terrorisme qui empoisonne la Péninsule. Et en Belgique ? Nous disposons d'une poignée de hauts responsables du maintien de l'ordre. Sur le terrain, une fois de plus, on retrouve cette bonne à tout faire qu'est la Gendarmerie, qui est déjà à bout de souffle et qui ploie l'échine sous les missions aussi diverses que variées qu'on lui confie. Elle est aidée par une police communale mal entraînée, mal équipée, disposant d'effectifs bien souvent incomplets et, elle aussi, débordée. A-t-on déjà réalisé le nombre de gendarmes qui sont mobilisés — le mot n'est pas trop fort — pour assurer la surveillance, 24 heures sur 24, des ambassades, des résidences de diplomates, de certains hauts fonctionnaires de l'O.T.A.N., de la C.E.E., du gouvernement dans son entier, des industriels liés à l'O.T.A.N. ? Un gendarme par 24 heures, cela représente au minimum six hommes. Comme il en faut au moins deux par endroit surveillé, les spécialistes affirment que cela représente 3.600 hommes chaque jour que le Bon Dieu fait. Soit l'effectif total de... 6 groupes mobiles ! Chiffre énorme s'il en est, mais que nous estimons encore être en deçà de la réalité : cela coûte cher, d'être le siège d'organisations internationales, par les temps qui courent !

PAS UN BOUCLIER MAIS UNE FORCE DE FRAPPE

Ceux qui ont pour tâche de maintenir l'ordre sur le terrain sont formels : les gendarmes ne sont pas faits pour garder les ambassades. Leur formation revient beaucoup trop cher et leur rôle est d'être avant tout à la disposition de la population, d'en assurer la sécurité. Bref, de patrouiller, d'enquêter, de rechercher les délits. Cette arme d'élite doit donc être avant tout mobile et non stationnaire. Ce n'est pas un bouclier mais une force de frappe. Alors, que faire ? Renforcer les effectifs ? Pas si simple que cela. Et puis, il n'y a plus d'argent...

Cependant, une idée commence à germer dans l'esprit de certains responsables : faire bel et bien appel à l'armée. Ils voudraient confier, après l'étoffement des effectifs, à la Police Militaire — tout comme on le fait pour le Parlement — la garde des installations actuellement sous surveillance de la Gendarmerie. Les M.P. américains ne le font-ils pas déjà chez eux, de même que les Marines (dont la vocation première est la garde des ambassades U.S.)

Un tel système, affirment ceux qui le préconisent, reviendrait moins cher, dégagerait Gendarmerie et Police, travaillerait de concert avec ces forces de l'ordre et assurerait un réseau de surveillance passive de tout premier choix. Certains rétorqueront que des militaires en temps de paix, ce n'est pas la solution idéale. Peut-être...

Mais sommes-nous toujours en temps de paix lorsqu'on nous agresse lâchement dans le dos ? La guérilla, a écrit à peu près Clausewitz, c'est la politique selon d'autres moyens.

A nous de trouver les plus adéquats pour contrer la politique de ceux qui veulent notre déstabilisation. Avant qu'il ne soit trop tard... C. S. ■